Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Comment Nicolas Maduro répond aux nouvelles offensives économiques et impériales

Par Thierry Deronne
Mondialisation.ca, 18 mai 2018
Venezuela Infos 14 mai 2018

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Désinformation médiatique
Analyses: Élections Amérique latine

Roger Noriega, ex-assistant du Secrétaire d'Etat pour les Affaires de l'Hémisphère Occidental, connu pour ses antécédents de « faucon » allié direct des secteurs putschistes et terroristes de la droite latino-américaine vient de publier dans le *New York Times* un article intitulé : « les options sont épuisées pour le Venezuela » où il réitère l'appel d'autres politiques républicains en faveur d'un coup d'Etat militaire pour renverser le président Nicolas Maduro. D'autres responsables de la politique étrangère des Etats-Unis ont émis des déclarations dans le même sens comme le vice-président Mike Pence qui a annoncé que les prochains pays à libérer sont « le Nicaragua, le Venezuela et Cuba » ou Mike Pompeo, ex-chef de la CIA et nouveau secrétaire d'Etat des Etats-Unis, qui a donné autorité à un nouveau groupe de diplomates étasuniens pour promouvoir un changement au Venezuela.



Kurt Walter Tidd, Chef du Commandement Sud des Forces Armées des États-Unis

La journaliste Stella Calloni a diffusé un nouveau document du Commandement Sud des Forces Armées des États-Unis, signé par l'Amiral Kurt Walter Tidd, qui explique en onze pages, méthodiquement, ce que les États-Unis entendent faire pour empêcher la victoire du président Nicolás Maduro aux élections du 20 mai prochain ou, en cas d'échec de cette tentative, user de leur pouvoir médiatique pour lancer et justifier une intervention. Ce plan dénoncé par le président Evo Morales a été élaboré avant l'organisation des élections présidentielles du 20 mai prochain, il accorde un rôle à l'opposition mais il reconnaît aussi l'inefficacité de ces partis, vu l'absence d'une base sociale, les divisions, l'arrivisme et la corruption qui règne en leur sein. Les militaires étasuniens parlent d'une « renaissance de la démocratie » en Amérique Latine et ils citent l'exemple du Brésil, de l'Équateur et de l'Argentine. Ils considèrent que le tour du Venezuela est arrivé.

Si, comme la plupart des sondages des firmes privées l'indiquent, Nicolás Maduro sort vainqueur des urnes, tous les outils du Pentagone en matière de guerre psychologique

seront déployés pour créer un climat favorable à une action militaire. À cette fin, assure le document, on travaille avec des pays alliés des États-Unis dont le Brésil, la Colombie, l'Argentine, le Panama et la Guyana, à la préparation d'une force conjointe sous la bannière de l'OEA, l'Organisation des États Américains et sous la supervision, sur le plan médiatique et juridique, de son secrétaire général Luis Almagro. Le Commandement Sud se servira des bases militaires en Colombie, des installations régionales de surveillance électronique, des hôpitaux et des enclaves dans la forêt panaméenne de Darién, ainsi que des terrains des anciennes bases d'Howard et d'Albrrok, dans la zone du Canal.

La première phase du projet est d'ores et déjà en marche : elle consiste à aggraver les problèmes internes du Venezuela, en particulier la pénurie d'aliments et de produits de première nécessité, couper l'accès aux sources de devises, exacerber la violence, épuiser le pouvoir d'achat de la monnaie nationale et, en même temps, mettre en marche tout l'appareil de propagande pour rendre le gouvernement de Nicolás Maduro responsable de cette crise et l'accuser lui et ses principaux collaborateurs de présumée corruption.

Après l'échec des « guarimbas » (violences d'extrême droite) organisées d'avril à juillet 2017, et présentées par les médias internationaux comme une « révolte populaire », la droite a reporté ses efforts sur le terrain économique, renforçant les variables comme la hausse des prix, le taux de change et la contrebande d'extraction.

Face à cette guerre aux mille visages qui vise à saper l'appui populaire au chavisme, le président Nicolas Maduro accélère la riposte en multipliant la distribution des aliments subventionnés à la population. Il porte en même temps des coups au cœur du système capitaliste : les dirigeants de la mégabanque privée Banesco qui se consacrait a une contrebande massive de la monnaie vénézuélienne et au blanchiment de capitaux, ont été arrêtés, et la banque mise sous tutelle publique.

A l'apogée de l'abondance pétrolière, Banesco avait ouvert la route de la fuite des capitaux vers des paradis fiscaux comme la République Dominicaine, la Colombie, le Panamá, Porto Rico et La Floride (Etats-Unis) où année après année commencèrent à apparaître des filiales de Banesco avec un capital de base très supérieur, comme dans le cas bien connu de Banesco Panamá, à celui de banques étasuniennes de grande envergure comme Citibank. Jusqu'à il y a peu, l'ascension de Banesco était présentée à l'opinion publique comme la conséquence des grandes qualités de son patron fondateur Juan Carlos Escotet. Cependant, en 2015, Banesco Panamá reçut une amende 614 000 dollars pour violation des règles de prévention du blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Le mythe recevait sa première dose de réalité…

Pendant ce temps, sur la frontière avec la Colombie, l'opération « mains de papier » s'efforce de démanteler le vaste système de contrebande des billets vénézuéliens, lavés et réimprimés en dollars ou réutilisés par la mafia colombienne pour acheter des biens subventionnés par le gouvernement bolivarien et les revendre cent fois plus cher sur le marché colombien. Les autorités nationales et régionales découvrent de nombreux hangars avec des passages secrets où on accaparait et on reconditionnait riz, beurre, sucre, huile, fongicides, et une grande quantité d'aliments protégés par l'Etat vénézuélien que les mafieux faisaient passer et versaient dans des emballages colombiens, aussi bien dans des ballots que dans des sachets. Sans oublier la contrebande massive d'essence – avec parc de camions-citernes. Dans la capitale des dépôts remplis de tonnes de nourriture accaparée (photo) ont été découverts et ces aliments sont redistribués a la population via les comités d'approvisionnement.



Pour protéger le salaire des travailleurs, Maduro a décrété le 30 avril une nouvelle augmentation de 95 % du salaire légal, a annoncé l'augmentation des allocations et une couverture à 100% des pensionnés, et a multiplié les allocations aux plus vulnérables : personnes âgées, étudiants, femmes enceintes, femmes allaitant leurs enfants, etc... La réplique des chaînes de distribution qui sont comme la production et la commercialisation, à 80% aux mains du secteur privé, consiste à augmenter les prix dès le lendemain. Maduro a annoncé que s'il est réélu le 20 mai à la présidence, il va mettre au pas la mafia des supermarchés et relancera le « gouvernement de rue », ville par ville, pour renforcer le contrôle citoyen et gouvernemental des mécanismes de distribution.






MADUR
PRESIDENTE
¡Chávez Vive...
la lucha sigue!
Chávez
14A VOTA
PSUV





Photos : Nicolas Maduro en pleine campagne présidentielle, interrompue un temps pour recevoir le Président palestinien Mahmoud Abbas et signer avec lui un accord de coopération portant sur 20 millions de Petros, la nouvelle crypto-monnaie vénézuélienne indépendante du dollar.

Le candidat le mieux placé de l'opposition aux présidentielles, Henri Falcon, affirme qu'en dollarisant le Venezuela, on gagnerait la confiance des organismes internationaux comme la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI). Le président Nicolás Maduro envisage la voie opposée, rendre le pays indépendant du dollar en créant une devise propre : le petro : « Qu'un pays comme le nôtre puisse avoir sa propre monnaie internationale serait un succès sans précédent dans le monde, » a-t-il ajouté en évoquant le Petro lancé par le Gouvernement Bolivarien.

Cinq domaines de travail

Dans le cadre de la coordination de la proposition du Président, la Commission de l'Economie a établi plusieurs domaines de travail : le domaine de la sécurité et de la souveraineté agro-alimentaire, la conception d'une nouvelle architecture financière concernant la gestion des finances publiques, la relation avec les capitaux étrangers, l'économie de production, un nouveau modèle économique avec exposition des motifs à la Constituante et le problème de l'énergie qui comporte plusieurs points faibles.

L'un d'entre eux est PDVSA Gas Communal : le service direct et la distribution en bombonnes font aussi partie des lignes de travail essentielles à cause de l'importance qu'ils ont dans les foyers populaires. En plus, on a insisté sur le problème des courants de raffinage pour valoriser le travail de transformation du brut aussi bien dans l'exploitation que dans l'extraction.

Interrogé sur le destin des plus importantes réserves de brut du monde, le député constituant David Paravisini a déclaré que les ressources de la Ceinture Pétrolifère de l'Orénoque Hugo Chávez continuent à être utilisées comme instrument de la géopolitique mondiale.

« Celui qui veut du pétrole doit s'adapter aux conditions établies par l'Etat. On envisage même de fixer des conditions plus strictes dans cette relation de propriété : 60% à la république et 40% à l'investisseur privé pour qu'il soit associé et qu'il apporte la technologie en plus du financement. »

La démocratisation de la gestion de l'industrie doit se poursuivre car malgré le contrôle du Gouvernement sur Petróleos de Venezuela (PDVSA) qui, avant le coup d'Etat et la grève pétrolière de 2002-2003 contre le président Hugo Chávez était contrôlé par « une caste bureaucratique » appelée méritocratie, elle continue à être géré par une structure très liée aux pouvoirs factuels des transnationales. Le décret présidentiel 3 368, publié le jeudi 12 avril au Journal Officiel du Venezuela N° 41 376 est un pas dans cette direction. Ce décret a valeur de loi a pour but de réorganiser les opérations pétrolières et de minimiser la bureaucratie à l'intérieur de l'entreprise d'Etat et dans ses entreprises mixtes pour rétablir les capacités de production du brut.

« L'activité de l'industrie pétrolière s'est totalement déformée. D'une soi-disant prise de contrôle de toutes les variables avec la nationalisation du pétrole en 1975 qui, en réalité, est

devenue un Ministère du Pétrole très fort mais avec une industrie qui, en réalité, est gérée par les transnationales grâce à des rabatteurs, nous sommes passés à une autre dans laquelle les 2 flanc devaient être contrôlés par l'Etat. »

Cela a provoqué un renforcement sur le moment mais dans la pratique « nous avons perdu le contrôle sur le problème du pétrole. Aujourd'hui, nous l'avons perdu sur l'industrie et on a perdu la force du ministère, » a regretté Paravisini, député à la Constituante. « PDVSA a été une création de l'impérialisme et de la CIA. Rómulo Betancourt, au début, s'est opposé à sa création et ensuite, il a accepté à condition que les entreprises soient dirigées par les anciens directeurs des transnationales. » a-t-il rappelé.

Thierry Deronne
avec tous nos remerciements à Françoise Lopez pour ses traductions

La source originale de cet article est Venezuela Infos
Copyright © Thierry Deronne, Venezuela Infos, 2018

Articles Par : Thierry Deronne

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca